



Stop à la baisse du pouvoir d'achat !
Pour la défense du statut et des missions de service public
Pour l'augmentation de la valeur du point d'indice

TOUS EN GREVE LE 20 JANVIER 2005

Une campagne de délation est menée contre la fonction publique et les agents qui la composent.

Des décisions unilatérales se multiplient :

- encore et toujours des suppressions d'emplois notamment en catégorie C ;
- un démantèlement du statut général des fonctionnaires de l'Etat par la création de « cadre d'emplois spécifiques » en opposition aux corps nationaux ;
- également, un traitement non plus calculé sur la seule valeur du point d'indice mais éclaté en 3 niveaux : le traitement de base le plus réduit possible basé sur l'indice, éventuellement accompagné d'une prime « au mérite » et d'une prime liée au poste occupé : l'individualisation, l'aléatoire priment au détriment des garanties collectives, de la qualification obtenue à l'issue de la réussite d'un concours et de l'ancienneté acquise ! Le service public sera mis en concurrence avec le privé, les agents seront mis en concurrence entre eux ! Le plus rentable sera éventuellement gardé !
- les évolutions de salaires liées aux évolutions de carrière (promotions d'échelons, de grade, de corps = GVT) deviennent un prétexte pour le gouvernement à la quasi stagnation de la valeur du point fonction publique et à une perte continue du pouvoir d'achat.

Six organisations syndicales de la Fonction Publique (CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU, CFTC) ont pris la décision d'appeler à la grève le 20 janvier 2005, tous les personnels des services publics et de la fonction publique, pour dénoncer notamment :

- le diktat gouvernemental programmant pour 2005 une nouvelle perte du pouvoir d'achat du point d'indice ;
- un affaiblissement et une remise en cause du service public ;
- les atteintes contre le devenir des garanties statutaires.

L'Unas-CGT s'inscrit dans cet appel et invite tous les agents à participer massivement à cette journée nationale de grève pour DIRE STOP AU GOUVERNEMENT et exiger des réponses concrètes à leurs revendications légitimes. Pour l'Unas-CGT, les missions, les statuts (dont le salaire calculé sur une grille nationale de rémunération est un des éléments), l'emploi sont un tout indissociable, que le gouvernement et l'Union Européenne, veulent remettre en cause, par la suppression de l'égalité d'accès et de droit de tous les usagers sur l'ensemble du territoire national, par la privatisation du service public, par l'institution de la notion de « service d'intérêt général » en lieu et place de service public.

Dans la foulée, des milliers d'agents de la fonction publique d'Etat sont menacés de perdre leur statut de fonctionnaire d'Etat ou assimilés dans les mois qui viennent et combien encore si les projets de loi dits sur la cohésion sociale ou encore sur le handicap sont adoptés ?

Or, les principes qui fondent le statut, c'est une somme de garanties collectives tant pour les agents qui exercent les missions de service public que pour les usagers : la neutralité, l'indépendance, la gratuité, l'égalité de traitement sur tout le territoire....

TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATIONS LE 20 JANVIER POUR OBTENIR :

- une augmentation significative du point d'indice ;
- une mesure immédiate de rattrapage du pouvoir d'achat des salaires et des pensions d'au moins 5 % ;
- le relèvement substantiel du minimum fonction publique
- le maintien de toutes les missions de service public et des garanties collectives issues du statut des fonctionnaires d'Etat :
- **le maintien de tous les agents dans le statut général des fonctionnaires d'Etat.**